

La mémoire du Travail

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)
Volume 3, no 4 | Automne 2016

Une publication syndicale centenaire



Le Monde ouvrier, le journal de la FTQ, fête ses 100 ans (1916-2016). Pour souligner cet anniversaire, Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) annonce qu'elle numérise et diffusera sur son portail *Le Monde ouvrier* depuis le début de sa parution en 1916.

En vignette, *Le Monde ouvrier* du 18 mars 1916, volume 1, numéro 1 ; Photothèque de la FTQ

La grève à Canadian Gypsum de Joliette, 1973-1975 : un documentaire

En collaboration avec le CHAT et à l'aide du Fonds d'archives Syndicat des employés de Canadian Gypsum de Joliette (CSN), un documentaire sur ce conflit marquant de 21 mois est en cours de production et sera diffusé au début de 2017.

Une réalisation de Productions Ferrisson, les créateurs de la série de web-vidéo, *Les Militants, les Militantes* (www.ferrisson.com).

La mémoire du Travail

Centre d'histoire et d'archives du travail (CHAT)

2350 av. De La Salle, Montréal, H1V 2L1

(514) 599-2010

archivesdutravail@gmail.com

www.archivesdutravail.quebec

responsable : Jacques Desmarais

mise en page : Jacques Gauthier

Sommaire

Retrouver et mettre en mots l'action politique des syndicats	1
Une publication syndicale centenaire	1
Nouveau bulletin du RCHTQ	2
Nouveaux fonds d'archives	3
Histoire des débardeurs du port de Montréal	4
Le traitement des archives par le CHAT : comment ça se passe	4

Retrouver et mettre en mots l'action politique des syndicats

UNE ENTREVUE AVEC MARTIN PETITCLERC,
PROFESSEUR D'HISTOIRE À L'UQAM

Martin Petitclerc donne des cours sur la culture ouvrière et le militantisme dans l'histoire du Canada et du Québec, l'initiation à la connaissance historique, l'histoire des problèmes sociaux et l'analyse marxiste de l'histoire. Il est directeur du Centre d'histoire des régulations sociales (UQAM) et membre régulier du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Il dirige une vingtaine d'étudiants-es en maîtrise et au doctorat. Il est membre du CHAT. Nous l'avons interviewé.



Les archives syndicales sont-elles disponibles et utiles pour un chercheur ?

Pour ce qui est de la disponibilité, les archives des syndicats locaux sont encore très éparpillées et la consultation, là où elle est possible, n'est pas toujours facile. Et, si je puis me permettre, on a assisté récemment à des reculs à la FTQ et à la CSN en ce qui concerne les services d'archives aux chercheurs. Cela dit, le CHAT est certainement une initiative intéressante, et on doit espérer que son importance soit reconnue par les organisations syndicales.

Pour qui s'intéresse à la dimension politique de l'action syndicale, les archives syndicales présentent des problèmes. Elles tiennent surtout compte de l'action syndicale centrée sur les relations du travail. Cela dit, ces archives sont tout de même d'importantes sources pour comprendre les enjeux organisationnels de la solidarité, un « niveau » de la réalité qui est crucial, mais malheureusement négligé, car trop loin des manifestations plus spectaculaires

du syndicalisme (ex. la grève ou l'action politique). Quand c'est possible – et là je pense à mes étudiants-es –, mener des entrevues avec les acteurs peut être vraiment intéressant, car cela nous permet de comprendre plus directement les enjeux spécifiques du militantisme qui ne peuvent se réduire aux questions organisationnelles ou institutionnelles. En effet, la mémoire militante peut parfois être étouffée par celle de l'institution. Ne pensons qu'aux grands manifestes syndicaux du début des années 1970 qui, malgré leur importance, tendent à donner une image d'une « mobilisation par le haut » et d'occulter le militantisme de base. On oublie souvent que ce ne sont pas seulement les trois « chefs » syndicaux qui ont été emprisonnés en 1972...

Les étudiants-es s'intéressent-ils au syndicalisme et au travail ?

Je dirais que les grèves étudiantes (2005, 2012) ont favorisé un plus grand intérêt pour la recherche en histoire

sur les mouvements sociaux, y compris le mouvement syndical. En ce sens, il y a un regain d'intérêt pour le syndicalisme, mais seulement dans la mesure où il est vu comme participant d'un mouvement social plus large. Je dirige – ou ai dirigé – des étudiants-es qui s'intéressent au mouvement syndical, mais rarement dans une perspective organisationnelle ou institutionnelle. Ils et elles s'intéressent plutôt aux relations, souvent conflictuelles, entre le mouvement étudiant et le mouvement syndical, au militantisme à l'extérieur des organisations syndicales (ex. l'extrême-gauche ou le mouvement des sans-emploi) ou même aux enjeux de la construction d'une mémoire ouvrière en ayant recours à la commémoration ou à la connaissance historique. Honnêtement, depuis la montée de l'altermondialisme, et les nouvelles formes de militantisme qui y sont associées, il y a probablement un désintérêt, quand ce n'est pas une méfiance, pour l'histoire de structures organisationnelles qui apparaissent, à tort ou à raison, comme un obstacle à l'engagement militant.

Recueillir les témoignages des « anciens-nes » ne serait-il pas une bonne idée ?

Absolument. Mais cela me semble être d'abord et avant tout la responsabilité des organisations syndicales. Réalistement, on ne peut pas demander à la recherche universitaire de faire ce travail essentiel d'une transmission d'une mémoire syndicale. En tant que chercheurs, nous pouvons certainement jouer un rôle, et participer à la cueillette de témoignages d'anciens-nes est sans doute un projet très intéressant. Mais le mouvement syndical se mettrait dans une position très vulnérable s'il s'en remettait à des universitaires pour entretenir, de l'extérieur, une mémoire militante. Les organisations syndicales doivent comprendre qu'il ne peut pas y avoir de projets d'avenir s'il n'y a pas un sentiment partagé d'une culture de solidarité forte, enracinée dans l'histoire. Et cela est avant tout du ressort du mouvement syndical lui-même, avec bien sûr l'appui de la recherche. C'est pourquoi le CHAT joue un rôle si important.

Quel est le rôle de l'historien-ne dans l'univers des sciences humaines ?

Pour moi, l'histoire permet de comprendre notre société, en rendant plus visible l'impact à long terme des luttes sociales et des rapports de pouvoir. En effet, une histoire critique peut être très efficace pour démontrer la dimension fondamentalement politique de l'ordre social. Par exemple, le néolibéralisme apparaît généralement aujourd'hui comme l'ordre naturel des choses, en faisant par exemple de l'égoïsme marchand la valeur cardinale de la liberté individuelle. Une histoire critique rappelle que le néolibéralisme a été imposé violemment dans les sociétés au tournant des années 1980, et peut démontrer ainsi que les raisons de lutter contre cet ordre social sont toujours aussi importantes, y compris pour défendre une liberté individuelle qui n'est rien - et l'histoire du mouvement syndical en est la preuve - sans l'organisation politique de la solidarité.

Témoignage recueilli par Mona-Josée Gagnon

NOUVELLE ÉDITION DU BULLETIN DU RCHTQ

Le Bulletin (no. 102) du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec (RCHTQ) vient de paraître. Deux articles à signaler :

1. La revanche de la deuxième grève de l'amiante, 1975 : Micheline Marier expose les conditions de cette grève de sept mois où sont mis en lumière l'enjeu entre le bannissement ou le contrôle de l'amiante et le dilemme entre plus-de-salaire et santé-et-sécurité-du-travail ;
2. Participation et désillusion: aux origines du syndicalisme de combat dans les cégeps et les universités, 1960-1972: Jaouad Laroussi montre comment le mouvement syndical et le mouvement étudiant ont évolué dans le passage de la démocratie de participation (Rapport Parent, 1963-64) au syndicalisme de combat à la faveur de conflits de travail dans des cégeps et des universités durant cette période.

Fondé en 1972 par des professeurs et étudiants, le Regroupement des chercheurs-es en histoire des travailleurs québécois (RCHTQ) a pour objectif de promouvoir la recherche en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec. Depuis 1974, il publie notamment un Bulletin qui compte des articles, des documents et des comptes rendus en rapport avec l'histoire des travailleurs et travailleuses. On peut s'y abonner en consultant le site du RCHTQ où on trouve des informations plus complètes sur le Regroupement et ses publications : <http://www.rchtq.com/>.

NOUVEAUX FONDS D'ARCHIVES

FONDS DU SYNDICAT DES EMPLOYÉ(E)S DE TECHNIQUES PROFESSIONNELLES ET DE BUREAU D'HYDRO-QUÉBEC, SECTION LOCALE 2000, SCFP-FTQ

Fonds Syndicat des employé(e)s de techniques professionnelles et de bureau d'Hydro-Québec, section locale 2000, SCFP-FTQ. 1955-2010. – 3,27 mètres de documents textuels.

Ces archives historiques témoignent de plus de 40 ans d'activités de revendication, de négociation et de mobilisation ; voir l'[instrument de recherche](#) préparé par Janson L'Heureux Lapalme à :

http://www.archivesquebecoisesdutravail.org/CHAT/PDF/instr_recher_scfp2000.pdf



Manifestation des grévistes du syndicat devant le siège social d'Hydro-Québec lors de la grève de 1999 ; Archives du SETB (Hydro-Québec), section locale 2000-SCFP-FTQ

La documentation témoigne de l'histoire et du fonctionnement du syndicat, de ses instances et des multiples comités depuis 1966. Elle contient les traces des divers enjeux des négociations collectives provinciales longues et ardues depuis 1966 et des conflits qui ont marqué la période : grèves tournantes (1967) ; brève participation au Front commun du secteur public et parapublic CSN-CEQ-FTQ (1971-72) ; injonction et loi spéciale (1972) ; grève de 8 jours et demi (1976) ; grèves rotatives et loi spéciale de retour au travail (1979-80) ; grève illégale de trois jours des employé-es de bureau (1987) ; grèves rotatives et loi spéciale (1989-90) ; loi spéciale visant l'ensemble du secteur public (gel des salaires et réduction de la masse salariale de 1% par le biais de « gains de productivité », 1993) ; grève de cinq mois avec maintien des services essentiels (1999). Le fonds présente l'action judiciaire dans laquelle le syndicat est engagé au cours des ans dans l'application des lois relatives au travail. Enfin, les documents attestent que les actions du syndicat ont été menées continuellement en front commun avec les autres syndicats actifs à Hydro-Québec.

L'aide financière de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BANQ) a permis le traitement de cette documentation abondante.

FONDS DU SYNDICAT DES EMPLOYÉ(E)S DE MAGASINS ET DE BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC (CSN)

Fonds Syndicat des employé(e)s de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec (CSN), 1963-2016. – 10,43 m de documents textuels, environ 2700 photographies, 50 diapositives, 106 vidéocassettes et 18 dessins.

Des archives historiques illustrant plus de 50 ans d'actions d'un syndicat pionnier dans le secteur public au Québec. Le traitement de ces archives volumineuses a été réalisé par Martine Gagnon; voir l'[instrument de recherche](#) à :

http://www.archivesquebecoisesdutravail.org/CHAT/PDF/semb_saq.instr-rech.pdf



Manifestation et piquetage des membres du SEMB-SAQ lors du conflit de sept mois en 1979 ; Archives du SEMB-SAQ (CSN)

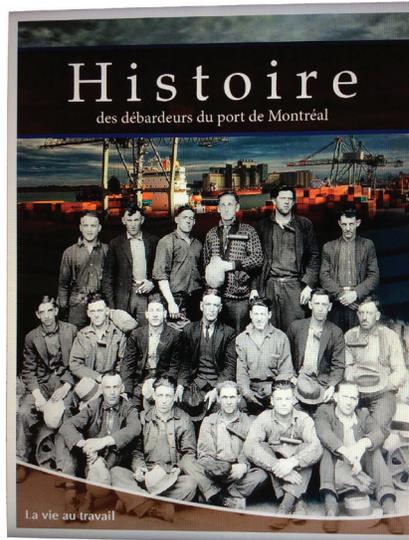
Le fonds porte la naissance, le fonctionnement, les activités et l'évolution du Syndicat des employé(e)s de magasins et de bureaux de la Société des alcools du Québec (SEMB-SAQ) depuis son origine en 1963. Le fonds couvre la période 1963-2016 au cours de laquelle la négociation collective s'est souvent déroulée dans le contexte de plusieurs grèves générales ou partielles selon le cas (1965; 1968; 1972; 1976; 1979; 1986; 1988; 2004-2005) et de lois spéciales qui ont imposé les conditions de travail par la voie de décrets (1982; 1993). Le fonds regroupe des documents relatifs aux relations de travail et à l'action spécifique du syndicat à l'endroit du mouvement de privatisation du commerce des alcools depuis qu'il a pris naissance en 1978. Il contient des conventions collectives et les décrets, des documents de négociation, des décisions des tribunaux judiciaires, des procès-verbaux, des publications internes, des communiqués, des tracts, des avis d'embauche, des documents de réunions, des photographies et des documents audiovisuels.

la vie au travail

L'Atelier d'histoire des débardeurs du port de Montréal a entrepris de produire des documents de vulgarisation historique afin de promouvoir l'histoire sociale, syndicale et ouvrière des débardeurs.

Voici un premier numéro qui expose les méthodes de travail et les occupations qui composent le quotidien des débardeurs au cours du 20^e siècle.

La table des matières révèle l'ensemble judicieux des sujets abordés: le port en mutation, le bord de l'eau, le travail de débarquement, les gangs, les exigences du métier, les contremaitres, la précarité du travail, les systèmes de levage, les outils de débarquement, la manutention du grain,



les méthodes de débarquement, l'arrivée des conteneurs et la fin des gangs.

Un texte clair, des pages animées de nombreuses photos et une riche bibliographie de l'histoire, des tribulations et des conditions de travail des débardeurs dans les ports du Québec et du Canada.

L'Atelier d'histoire des débardeurs du port de Montréal est animé par Jean-Pierre Collin, Normand Ferguson et Denis Bourassa, des débardeurs syndicalistes maintenant à la retraite.

Cette publication est imprimée et distribuée par le Syndicat des débardeurs SCFP, section locale 375, 7020 rue Notre-Dame est, Montréal, Québec, H1N 3L6; elle est disponible à: http://media.wix.com/ugd/58b0f1_1f3ca5490c4b4e759386e3b0f6f5d059.pdf

LE TRAITEMENT DES ARCHIVES PAR LE CHAT

Comment ça se passe

Lorsqu'un syndicat exprime le besoin de procéder au traitement de ses boîtes de documents en vue de constituer un fonds d'archives, le CHAT entreprend le travail avec le syndicat en deux phases.

Phase 1

- Inventaire des documents classés par le syndicat ;
- Évaluation des travaux ;
- Présentation d'un devis : 1) description et durée du traitement ; 2) rémunération de l'archiviste ; 3) coût du matériel : chemises, boîtes de rangement ; 4) frais de gestion ;
- Discussion et entente sur le devis et le partage des coûts.

Phase 2

- Tri et élagage : identification des documents historiques et mise en réserve des autres documents ; le syndicat décide de conserver ou de détruire certains de ces derniers documents ;
- Traitement physique : transfert des documents historiques dans de nouvelles chemises et boîtes afin d'en préserver l'intégrité et faciliter leur classement ;
- Classement et classification : établir un plan de classification et organiser le classement du fonds ;
- Rédaction d'un instrument de recherche qui présente le contenu du fonds ; la description des séries et des sous-séries de documents facilite l'accès et la consultation des archives ;
- Dépôt de l'instrument sur le site Internet du CHAT ; le fonds est accessible aux membres du syndicat, aux chercheurs-es et à quiconque est intéressé par l'histoire de ce syndicat ;
- Conservation du fonds parmi les archives du CHAT pour consultation; il peut être conservé par le syndicat dans des conditions adéquates et consulté sur demande.